



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/L-offensive-continue>

Éditorial

L'offensive continue

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 998 à€" avril 2000 -

Date de mise en ligne : samedi 6 mars 2010

Date de parution : avril 2000

Description :

La marchandisation du monde va bon train, malgré Seattle.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Seattle ou pas, la marchandisation du monde est en marche sous la pression "libérale" : toutes les activités humaines, y compris celles qui devraient, par nature, être libres, sont attaquées par ce cancer. En janvier dernier, nous avons appris la fusion effrayante AOL/Time Warner dont l'enjeu est la mainmise sur l'information, la déviation de la culture, et une surveillance permanente digne de Big Brother [1]. Les regroupements dans ces domaines ont continué, ils s'organisent et s'étendent encore. La marchandisation du monde se fait malgré les citoyens parce que, dans un système d'économie capitaliste, les décisions essentielles sont imposées par la finance.

C'est ce que constate avec courage V. Forrester dans son dernier livre. Son courage s'arrête là puisqu'elle refuse d'envisager une sortie du système, mais il lui en a fallu déjà beaucoup pour dénoncer une idéologie qui, niant la réalité ou se berçant d'illusions, est portée par toute la puissance des média à sa solde. Dans une émission récente de Bouillon de culture, Bernard Pivot lui a opposé quelques porte-parole de cette idéologie, dont la suffisance égalait la mauvaise foi. L'un soutenait avec une conviction bien étudiée que l'actionnariat salarié était la panacée parce qu'il allait donner aux citoyens le pouvoir de décision économique (tant pis pour ceux, et ils sont la majorité, qui ne peuvent économiser) : leurs décisions seront sûrement de renoncer aux profits qu'ils en attendent et, évidemment, d'amener les entreprises à se soucier des déshérités ! Le second, avec encore plus de suffisance, a manifesté son mépris pour quelqu'un qui, n'étant pas économiste, prétendait être capable de faire un constat en la matière. Enfin le troisième, fort, lui aussi, de sa science, affirma qu'il ne faut voir dans le progrès que son bon côté, s'extasier sur tout ce qu'il a apporté, et être certain que le progrès technique se transforme automatiquement (toujours la main invisible du marché !) en progrès social bien partagé. Même aidée de José Bové, qui a montré qu'il a les pieds sur terre, et d'un économiste américain lui apportant son témoignage, la voix de V. Forrester a été étouffée : ne pas avoir l'habitude de parler devant les caméras, c'est la preuve que ce qu'on dénonce est faux.

Pourtant, il suffit d'ouvrir n'importe quel journal d'informations pour découvrir de nouvelles machinations. Par exemple, le dévoiement des radios libres musicales : celles-ci vendent maintenant les disques qu'elles se contentaient de diffuser et ne diffuseront bientôt plus que les disques qu'elles produiront et vendront avec assez de profit [2]. Ou bien, l'industrialisation de l'édition : un éditeur américain André Schiffrin [3], décrit ce qui nous attend avec la transformation de l'édition, où la rentabilité normale était de 3 à 4 %, ce qui permettait à de nombreuses librairies indépendantes de proposer de nombreux titres, variés, des éditions scientifiques, des éditions d'art, etc. Désormais, c'est une rentabilité de 15 % qu'exigent les quelques grands groupes internationaux qui contrôlent le commerce des livres, ils ne proposent donc que des ouvrages pour grand public, c'est la censure "libérale" de tous les essais, de toute pensée sortant des normes, de toute enquête scientifique un peu sérieuse, bref de toute diversité culturelle. Tel est l'enjeu du combat mené pour la défense du prix unique. La mondialisation libérale qui est en marche est aussi bel et bien la globalisation de la pensée, uniformisée et contrôlée par la rentabilité.

Cela va très loin avec l'offensive juridique lancée au sein de l'Organisation Mondiale de la propriété intellectuelle pour renforcer les droits de propriétaires (littéraires, artistiques, scientifiques, etc.) afin de leur assurer, là aussi, un "retour sur investissement". Il faut lire à ce propos ce que décrit le Directeur [4] de l'information et de l'Informatique à l'UNESCO ; par exemple, le Ministère de la justice américaine a cédé les droits de publication des lois fédérales à une société d'édition. Cette société revendique maintenant un droit de propriété intellectuelle sur l'intégralité de la base de données que constituent les lois fédérales, au motif qu'elle a créé une valeur ajoutée en numérotant les pages ! Plus grave encore est l'offensive, menée sur les mêmes principes, visant à la commercialisation des connaissances en génétique, en particulier sur le génôme humain, car c'est la clé des prochaines recherches médicales. On fait la quête dans le public pour qu'il finance les recherches... dont les résultats seront la propriété de quelques grandes firmes qui les exploiteront. Il y a vraiment urgence à défendre ce qui constitue le patrimoine mondial, à empêcher qu'il devienne la propriété de grandes sociétés internationales qui mènent l'offensive pour les annexer à leur seul, et gros, profit.

Il y a encore pire, peut-être, que ces offensives pour s'approprier des droits qui sont la propriété de tous. Car le droit à la vie, c'est d'abord [5] le droit à l'accès à de l'eau potable, et ce droit est mis en question par la nouvelle "conquête

de l'eau", selon le terme bien trouvé par Ricardo Petrella [6]. Les journaux titrent en grosses lettres que la planète est menacée par de graves pénuries d'eau, et, sur ce point comme sur tant d'autres, ils font des "scoops". Il faudrait pourtant préciser qu'en fait de menace, il s'agit d'une réalité pour le quart de la population mondiale. Dans ces populations, qui sont les plus pauvres, la menace est celle d'une extension, tant il est admis qu'elles resteront pauvres et que, par conséquent, la démographie y sera encore galopante au cours des décennies à venir. Mais si l'opinion est prête, enfin, à s'alarmer, c'est parce que la menace s'étend aux pays industrialisés du fait de la pollution, non moins croissante, des sources d'eau.

Face à un problème aussi grave, c'est l'alternative suivante qui est posée :

â€” Soit l'accès à l'eau est reconnu comme un droit de l'homme, un droit fondamental parce qu'il est vital (on emploie aussi le terme de droit social de base), et, en ce cas, c'est aux états qu'il appartient d'assurer ce droit : ils doivent veiller à ce qu'il soit garanti à chaque individu, à un coût qui lui soit accessible, et il appartient aux gouvernements de sous-traiter, au besoin, avec des sociétés privées compétentes, les installations nécessaires à garantir cet accès.

â€” Soit l'eau n'est qu'un besoin, une marchandise comme les autres, alors l'alimentation en eau est un marché, régi comme les autres... c'est-à-dire, on le voit bien, par la loi du plus riche.

Cette seconde façon de gérer l'accès à l'eau dispense les fournisseurs de toutes les obligations que poserait la première. C'est évidemment pour que ce second point de vue l'emporte que les sociétés privées concernées se sont mobilisées. Quant aux défenseurs du premier, Hervé Kempf les a présentés dans Le Monde [7] comme « des organisations non gouvernementales [8], parmi lesquelles on retrouve des animateurs de la contestation anti-OMC », même s'il y a parmi eux, ajoute-t-il, des personnalités telles que Danièle Mitterrand et Ricardo Petrella. Notons qu'il est significatif que ce journaliste semble oublier que les entreprises privées sont, elles aussi, des organisations non gouvernementales. C'est la preuve que leur pouvoir financier, peut-être sans qu'il en ait conscience, a pris à ses yeux, une sorte de légitimité. Et c'est lourd de conséquences.

La menace étant mondiale, un Conseil mondial de l'eau a été mis en place il y a quatre ans. Il tient en ce moment à La Haye son second forum, avec pour but de définir d'urgence une politique mondiale de l'eau et un cadre d'action pour les vingt ans à venir.

Personne ne sait ce qu'il en sortira puisqu'il s'agit d'un débat au sein d'une conférence ministérielle à laquelle plus de cent pays sont représentés. Mais certains indices permettent de s'en faire une idée.

D'abord, c'est la Banque mondiale qui a mis en place ce Conseil, en même temps que le Partenariat mondial pour l'eau (sigle anglais : GWP) dont le but annoncé est de "favoriser le rapprochement entre autorités publiques et... investisseurs privés". Ce forum risque fort de fonctionner dans le même style que l'OMC, car non seulement le Président de Suez-Lyonnaise des Eaux en est membre, mais aussi parce que le monde des affaires et de la finance y est installé pour peser sur les décisions : il y est omniprésent par l'intermédiaire d'experts qui aident les débats de leurs "conseils". Il faut voir la façon dont ils ont préparé le terrain, en affirmant qu'il est nécessaire que l'eau soit considérée comme une marchandise, parce que c'est la seule manière de lutter contre la pénurie ; qu'il faut exporter et commercialiser l'eau dans le cadre de la libre concurrence, et que son prix doit être "le prix du marché" [9], c'est-à-dire le coût "réel" des prestations fournies, non pas, bien sûr, pour assurer la rentabilité de leurs investissements, mais parce que ce serait, d'après eux, la seule façon d'éviter tout conflit d'intérêts (!)

On a déjà beaucoup entendu ce discours. Pour le cas où il ne passerait pas tout seul, certaines sociétés ont encore d'autres moyens pour le faire adopter (la justice italienne aurait été saisie [10] d'un cas de corruption portant sur

quelque 13 millions de francs, et impliquant le "géant français" Vivendi à Milan). Alors, dans l'hypothèse (???) où ce discours et ces moyens emporteraient le morceau, les achats, fusions et autres ententes vont bon train entre les grands qui dominent le marché : ceux de l'eau au robinet, Vivendi, Lyonnaise et Bouygues, les maîtres de l'eau en bouteilles, Nestlé et Danone, et ceux (Coca-Cola et Pepsi-Cola) qui vont les concurrencer en développant le commerce d'une eau de synthèse qu'il s'agit pour eux de faire passer pour bien plus pure que ce que vendent les premiers...

À quand le débat où il s'agirait vraiment de mettre au point les moyens d'assurer... le droit à la vie pour tous ? Il est **impossible** dans un système économique où l'intérêt capitaliste domine les relations humaines [\[11\]](#) ?

[\[1\]](#) Lire "10.01.00...", l'éditorial de notre précédent numéro.

[\[2\]](#) Lire "Silencieuse idéologie des radios musicales", par M.Bénilde, Le Monde Diplomatique, mars 2000, page 26.

[\[3\]](#) Le Monde, 18 mars 2000, p.18.

[\[4\]](#) Philippe Quéau, Le Monde Diplomatique, janvier 2000, page 6.

[\[5\]](#) Le droit à l'air qu'on respire passe avant, mais on n'a pas encore trouvé comment l'accaparer pour en faire un marché. Il y en a sûrement qui cherchent, et, à mon avis, ça viendra...

[\[6\]](#) Dans Le Monde Diplomatique, mar 2000, page 32.

[\[7\]](#) Dans Le Monde 17 mars, page 2.

[\[8\]](#) Quatre jours plus tard, dans le même journal, pour ce même journaliste, ces ONG n'étaient plus qu'écologistes... !

[\[9\]](#) Traduction = l'augmenter Citons H.Kempf : « Sur le principe d'augmenter le prix de l'eau, dit en souriant Mandava Rao, ministre indien de l'irrigation, on est d'accord. Mais il est difficile de la dire directement aux gens »

[\[10\]](#) selon le quotidien La Republica du 17 mars 2000.

[\[11\]](#) Lire ci-dessous, page 9, "Les consommateurs sont chocolats" encore un exemple de ce qu'est la liberté dans un système "libéral".